



Nationalrat • Sommersession 2025 • Fünfzehnte Sitzung • 19.06.25 • 08h00 • 25.022 Conseil national • Session d'été 2025 • Quinzième séance • 19.06.25 • 08h00 • 25.022

25.022

Für eine gerechte Energie- und Klimapolitik: Investieren für Wohlstand, Arbeit und Umwelt (Klimafonds-Initiative). Volksinitiative

Pour une politique énergétique et climatique équitable : investir pour la prospérité, le travail et l'environnement (initiative pour un fonds climat). Initiative populaire

Fortsetzung – Suite

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.06.25 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL) NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 19.06.25 (FORTSETZUNG - SUITE)

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Wir fahren mit der allgemeinen Aussprache über die Volksinitiative fort.

Sormanni Daniel (V, GE): Nous partageons tous un constat clair : le dérèglement climatique est un défi majeur de ce XXIe siècle. Il interpelle nos sociétés, nos économies et nos modèles de développement. Il exige des réponses fortes, durables et crédibles, mais la gravité d'un problème ne justifie pas que l'on adopte n'importe quelle solution. C'est précisément là que résident nos réserves profondes et argumentées à l'égard de l'initiative en question ainsi qu'à son éventuel contre-projet fiscal, tel que cela a été discuté en commission. Ce fonds climatique est opaque et peu contrôlable. L'initiative vise donc la création de ce fonds destiné à financer des projets en faveur de la transition écologique. Si l'objectif est louable, les moyens le sont beaucoup moins. Ce fonds serait massif, financé par l'argent public, mais sans garantie suffisante en matière de gouvernance, de transparence, ou de contrôle démocratique. Comment seraient sélectionnés les projets ? Selon quels critères ? Avec quelles exigences de résultats ? Le risque est évident : une usine à subventions alimentée par les impôts des contribuables, mais incapable de démontrer une efficacité réelle. Le climat mérite mieux qu'un mécanisme mal défini et potentiellement capté par des intérêts sectoriels ou régionaux. Il est vrai qu'exécuter des travaux en Suisse est compliqué. On l'a vu et on le voit tous les jours, avec les délais nécessaires pour créer ne fût-ce que des éoliennes ou des centrales solaires ; cela prend des années. Ce fonds alimenté accélèrerait-il les choses ? On en doute très sérieusement. Il n'y a qu'à voir cette troisième voie ferroviaire réclamée depuis longtemps entre Genève et Berne. L'horizon dont on parle aujourd'hui est 2060, d'après les CFF. On est donc loin de faire avancer les choses.

Un contre-projet éventuel a été discuté en commission. Indirect, fiscal et socialement injuste, ce contre-projet à l'initiative propose le levier classique : la taxation. Taxer les citoyennes et les citoyens encore une fois ? Encourager une baisse des émissions en taxant ? Non, c'est injuste, notamment d'un point de vue social, mais pas seulement. Ce seraient toujours les mêmes qui paieraient : les classes moyennes, les habitants des régions périphériques, les petites entreprises et les ménages aux revenus modestes qui n'ont pas les moyens de changer de véhicule ni de rénover leur logement, par exemple. Une fiscalité climatique mal calibrée devient vite purement punitive et nous ne voulons pas cela. Elle nourrit l'exaspération, le scepticisme, vis-à-vis du principe même d'action écologique, et c'est la crédibilité de notre politique environnementale sur le plan national qui en pâtit. La Suisse fait déjà beaucoup : entre 2 et 3 milliards de francs par année servent à la transition écologique, et tout ce fonds se rajouterait sans garantie de pouvoir réaliser les travaux. Pas d'effi-





Nationalrat • Sommersession 2025 • Fünfzehnte Sitzung • 19.06.25 • 08h00 • 25.022 Conseil national • Session d'été 2025 • Quinzième séance • 19.06.25 • 08h00 • 25.022

cacité ni d'équilibre économique : ni l'initiative ni son contre-projet indirect éventuel ne répondent à l'exigence fondamentale qui doit guider toute politique publique, à savoir l'efficacité mesurable. Le risque est évident : celui d'une usine à subventions. Taxer n'est pas synonyme de changement. Subventionner sans stratégie n'est pas synonyme de progrès, de même que centraliser à outrance sans contrôle parlementaire. Rigueur n'est pas synonyme de cohérence. Pire encore, en augmentant la pression fiscale sur les entreprises, en particulier les plus fragiles, nous risquons de provoquer une fuite d'activité vers des pays moins exigeants, sans gains écologiques à l'échelle globale.

Une autre voie est possible. Nous ne devons pas tomber dans le piège d'une écologie punitive ou d'un étatisme climatique inefficace. Il existe d'autres voies plus justes, plus intelligentes et plus durables. Ce que notre pays doit construire, c'est une transition fondée sur l'innovation technologique, sur l'accompagnement des ménages, sur le soutien ciblé aux entreprises qui investissent dans des solutions propres et sur une fiscalité proportionnée, prévisible et socialement équilibrée. L'action climatique sur le plan national doit s'inscrire dans une logique de responsabilité partagée et non dans une logique d'opposition entre citoyens et État, entre économie et écologie. Nous ne remettons pas en question l'objectif : nous remettons en question les moyens proposés. Cette initiative, tout comme son contre-projet, n'est pas du tout à la hauteur des exigences économiques, sociales et démocratiques que commande une véritable politique climatique nationale.

C'est pourquoi je vous invite à rejeter à la fois l'initiative et un éventuel contre-projet indirect. Agissons pour le climat, oui, mais agissons avec sérieux, avec équité et avec une réelle efficacité. C'est à cette condition que nous gagnerons la confiance des citoyens et une adhésion durable à la clause climatique.

Suter Gabriela (S, AG): Darüber, dass die Klimaerwärmung eine der grössten Herausforderungen unserer Generation ist, sind wir uns, glaube ich, fast alle einig. Darüber hingegen, wie die Klimaerwärmung eingedämmt werden soll, welche Massnahmen wir ergreifen sollen, gehen die Meinungen in unserem Rat auseinander. Die einen sind zufrieden mit dem Erreichten und wollen weitermachen wie bisher, die anderen möchten weniger machen und alles dem Markt überlassen. Und die dritte Gruppe, zu dieser gehöre ich, sieht, dass unsere bisherigen Anstrengungen nicht ausreichen, und unterstützt deshalb die Klimafonds-Initiative.

Die Initiative hat zum Ziel, die natürlichen Lebensgrundlagen zu schützen und zu stärken und so Wohlstand für alle zu schaffen und zu erhalten. Die Klimafonds-Initiative ist eine Investitionsinitiative. Das zentrale Instrument der Initiative ist die Schaffung eines Klimafonds, zu dem wir gestern schon viel gehört haben. Viele haben gesagt, es sei verantwortungslos, den kommenden Generationen einen Schuldenberg zu hinterlassen. Ich frage Sie: Ist es denn verantwortungsvoll, unseren Kindern, Enkeln und Urenkeln die Lebensgrundlagen zu entziehen? Ist es verantwortungsvoll, ihnen die Folgen und Kosten der nicht bekämpften Klimaerwärmung zu hinterlassen? Ich finde: nein. Wir stehen in der Verantwortung, hier und jetzt Gegensteuer zu geben und wirksame Massnahmen zu ergreifen.

AB 2025 N 1206 / BO 2025 N 1206

Wieso sollten auch Befürworterinnen und Befürworter der Schuldenbremse für die Einrichtung eines Klimafonds sein? Ich gebe Ihnen gerne die Antwort, die anlässlich der Anhörungen in der UREK-N gegeben worden ist, notabene von einem starken Befürworter der Schuldenbremse und liberalen Ökonomen. Seine Argumentation war die folgende: Die Schuldenbremse dient dazu, zukünftige Generationen zu schützen und sicherzustellen, dass wir ihnen nicht eine unverhältnismässig hohe finanzielle Belastung aufbürden für Vorteile, die uns heute zustehen. Der Klimafonds hat genau den gleichen Zweck. Die Absichten und Ziele der Schuldenbremse und des Klimafonds stimmen vollkommen überein. Es sind die zukünftigen Generationen, die den Preis für unsere Untätigkeit zahlen werden.

Deshalb, sagt dieser Ökonom, können unter bestimmten Bedingungen Aufgaben von der Schuldenbremse ausgenommen werden. Die Bedingungen sind:

- 1. Es handelt sich um Investitionen, die wir auf jeden Fall tätigen müssen.
- 2. Je später wir sie tätigen, desto höher sind die Kosten.
- 3. Diese Investitionen sind notwendig, wenn wir zukünftige Generationen schützen wollen, insbesondere wenn wir ihnen ein Wirtschafts- und Umweltkapital hinterlassen wollen, das es ihnen ermöglicht, genauso gut zu leben wie wir.

Einige von Ihnen haben gesagt, wir könnten das alles dem Markt überlassen, die Wirtschaft werde schon genügend tun. Aber damit die Marktwirtschaft funktioniert, muss es einen Markt geben. Wenn es keinen oder nur einen ungenügenden Markt gibt, ist es Aufgabe der Gemeinschaft, des Staates, einzugreifen. Die Realität ist, dass es leider keinen Markt dafür gibt, die Rechte der künftigen Generationen zu schützen und ihr Recht sicherzustellen, ein ähnliches Wohlstandsniveau wie wir zu erreichen. Unter diesen Bedingungen kann die





Nationalrat • Sommersession 2025 • Fünfzehnte Sitzung • 19.06.25 • 08h00 • 25.022 Conseil national • Session d'été 2025 • Quinzième séance • 19.06.25 • 08h00 • 25.022

Privatwirtschaft nicht funktionieren. Sie hat keinen Mechanismus, um dieses Recht durchzusetzen. Es ist Aufgabe des Staates einzugreifen, um die Interessen künftiger Generationen zu wahren. Das sind die Aussagen dieses Ökonomen.

Einige von Ihnen haben behauptet, dass wir bereits genügend machen würden. Diese Aussage ist erwiesenermassen falsch, wir sind leider nicht auf Kurs. Unsere Emissionen gehen zwar zurück, aber viel zu langsam. Es gibt keinen Grund zur Annahme, dass die jüngsten Massnahmen, die wir im revidierten CO2-Gesetz beschlossen haben, diese Entwicklung beschleunigen würden. Im Gegenteil: Schauen Sie sich doch mal die Kurven an, beispielsweise im Bereich Verkehr.

Einige von Ihnen haben gesagt, dass es keine Wirkung habe, wenn die kleine Schweiz ihre Treibhausgasemissionen auf null bringe. Es ist aber nicht nur die kleine Schweiz, die sich zu den Zielen des Pariser Klimaabkommens verpflichtet hat. Nein, fast alle Staaten der Erde anerkennen das Pariser Abkommen. Nun ist jede Vertragspartei verpflichtet, die Treibhausgasemissionen im Inland so zu reduzieren, dass wir möglichst das 1,5-Grad-Ziel einhalten können. Wir sind also nicht allein.

Aus diesen Gründen bitte ich Sie, die Klimafonds-Initiative zu unterstützen.

Imark Christian (V, SO): Frau Kollegin, es ist nicht so, dass es mich persönlich stört. Aber ist Ihnen bewusst, dass uns Ihre Seite jeweils zusammenstaucht, wenn wir aus dem Kommissionsprotokoll zitieren?

Suter Gabriela (S, AG): Nein, das war mir nicht bewusst.

Jost Marc (M-E, BE): Werter Herr Bundesrat Rösti, stellen Sie sich einmal Folgendes vor: Auf dem Pult Ihrer Kollegin, der Finanzministerin, liegt eine Rechnung über 38 Milliarden Schweizerfranken. Es ist die Rechnung für unsere Untätigkeit im Klimaschutz. Sie schreiben dazu ein PS: Liebe Karin, ich hatte es dir angekündigt. Gruss, Albert.

Diese Milliarden, die Sie in Ihrem Departement berechnet haben, fliessen nicht in die Innovation, in unsere Infrastruktur oder in die Bildung unserer Kinder. Sie fliessen in die Behebung von Schäden durch immer häufigere Extremwetterereignisse, in Massnahmen zur Anpassung an Hitzewellen oder in den Schutz vor abrutschenden Berghängen.

Wir können uns den Status quo schlicht nicht mehr leisten. Wir müssen jetzt handeln. Die Schweiz hat sich verpflichtet, bis 2050 netto null Treibhausgasemissionen zu erreichen. Das ist ein zentrales Versprechen nicht nur gegenüber unserer eigenen Bevölkerung, sondern auch gegenüber der internationalen Gemeinschaft, um die globale Erwärmung möglichst auf 1,5 Grad zu begrenzen. Die Notwendigkeit ist angesichts der Extremwetterereignisse, der schmelzenden Gletscher und der steigenden Gesundheitskosten unbestritten.

Heute investieren Bund und Kantone jährlich rund 2 Milliarden Franken in Klimaschutz- und Energiemassnahmen. Diese Mittel sind unzureichend. Das sagt auch der Bundesrat selbst. Er sagt, für dieses Netto-null-Ziel seien mehr Investitionen nötig. Er legt aber den Fokus auf private Gelder.

Ich finde, wir müssen ehrlich sein. Ohne weitere Massnahmen werden wir dieses Minimalziel bis 2050 nicht erreichen. Wir steuern einfach an unserem Versprechen vorbei. Jetzt muss gehandelt werden, sonst ist es zu spät. Genau hier setzt die Klimafonds-Initiative an, und deshalb unterstützen die EVP-Vertreter sie.

Die Klimafonds-Initiative würde die bestehenden Mittel des Bundes mindestens verdoppeln und damit eine glaubwürdige Finanzierungsperspektive und Planungssicherheit schaffen, nicht nur für Kantone und Gemeinden, sondern auch für Unternehmen und Menschen, die Teil dieses Wandels sein wollen, aber oft aufgrund der Unsicherheit oder der fehlenden Finanzen scheitern. Studien zeigen, dass jeder in den Klimaschutz investierte Franken – und das ist der Unterschied zu der Rechnung, die ich am Anfang erwähnt habe – ein Mehrfaches an Wertschöpfung generiert und neue Arbeitsplätze schafft. Eine proaktive Klimapolitik ist somit auch eine Standortpolitik.

Ja, es stimmt, der Fonds wird ausschliesslich aus Bundesmitteln gespiesen. Der Bundesrat sagt, das widerspreche dem Verursacherprinzip. Aber ich frage zurück: Wer sind denn die Verursacher? Sind es nur die Konzerne oder ist es ein ganzes gesellschaftliches System, das wir gemeinsam verändern müssen? Zudem verhindert die Initiative in keiner Art und Weise eine verursachergerechte CO2-Bepreisung. Aus meiner Sicht ergänzt sie diese, und zwar mit einer ganz wichtigen Botschaft: Wir stehen in dieser massiven Herausforderung zusammen.

Auch das Argument, dass öffentliche Gelder private Investitionen verdrängen könnten, greift aus meiner Sicht zu kurz. Denn heute investieren viele gar nicht, weil ihnen die Mittel fehlen oder die Planungssicherheit fehlt. Die Klimafonds-Initiative ermöglicht, statt zu verdrängen. Sie schafft Vertrauen, Verlässlichkeit und insbesondere Tempo, und das sind genau die Bedingungen, die auch private Investitionen fördern.





Nationalrat • Sommersession 2025 • Fünfzehnte Sitzung • 19.06.25 • 08h00 • 25.022 Conseil national • Session d'été 2025 • Quinzième séance • 19.06.25 • 08h00 • 25.022

Die Initiative sieht vor, die Mittel für den Klimafonds ausserhalb der Schuldenbremse zu sprechen; meine Vorrednerin ist schon darauf eingegangen. Hier hätte sich die EVP-Vertretung eine andere Herangehensweise gewünscht. Deshalb unterstützen wir den Antrag der Minderheit Grossen Jürg, der eine verursachergerechte, periodisch steigende Abgabe ins Spiel bringt. Gleichzeitig ist für uns klar: So wichtig die Schuldenbremse ist, noch teurer, noch folgenschwerer wäre es, die Klimaziele zu verfehlen.

Aus all diesen Gründen sagt die EVP-Vertretung Ja zur Klimafonds-Initiative. Geben wir der Schweiz die notwendigen Mittel in die Hand, um unsere Klimaziele zu erreichen und eine nachhaltige Zukunft für uns alle zu sichern.

Widmer Céline (S, ZH): Die Lebensbedingungen der Menschen im globalen Norden haben sich in den letzten Jahrzehnten massiv verbessert. Doch das geschah nicht ohne Nebeneffekte. Unsere Umwelt, die Artenvielfalt und das Klima leiden extrem. Die Auswirkungen werden immer gravierender, immer extremer und auch immer sichtbarer – durch Hitzewellen, Überschwemmungen, Ernteausfälle und den Verlust ganzer Ökosysteme. Wir spüren das auch in der Schweiz ganz konkret. Da sind die schrecklichen Bergstürze, deren Zahl wegen des Klimawandels zunimmt, aber wir spüren es auch in den Städten, wo es in den Sommermonaten

AB 2025 N 1207 / BO 2025 N 1207

so heiss wird, dass Arbeiten und Erholung schwierig wird. In den Sommermonaten ist die Hitze gerade für ältere Personen immer mehr sogar lebensbedrohlich.

Es ist an der Zeit, dass wir für diese Entwicklungen Verantwortung übernehmen und sie nicht länger verdrängen. Der Klimawandel ist kein abstraktes Zukunftsproblem, sondern es ist die grösste Bedrohung unserer Lebensgrundlagen, auch hier in der Schweiz. Und je länger wir mit wirksamen Massnahmen zuwarten, desto teurer wird es ökologisch, wirtschaftlich und sozial. Wir müssen jetzt handeln, und zwar nicht mit halbherzigen Kompromissen, sondern mit echten Investitionen in unsere Zukunft. Genau dafür brauchen wir die Klimafonds-Initiative. Sie schafft die dringend nötigen finanziellen Grundlagen, um den ökologischen Umbau unserer Gesellschaft entschlossen und gerecht voranzubringen, sei es mit dem Ausbau des öffentlichen Verkehrs, mit Gebäudesanierungen, mit dem Schutz der Biodiversität oder mit der Förderung erneuerbarer Energien.

So schützen wir nicht nur unser Klima, sondern fördern auch unsere Wirtschaft. Die Aufwertung der Infrastruktur kann dem regionalen Gewerbe das grösste Auftragsvolumen der letzten Jahrzehnte einbringen. So entstehen gute Arbeitsplätze in der ganzen Schweiz, und die lokale Wirtschaft wird gestärkt. Dabei geht es nicht nur um die globale Verantwortung, sondern ganz konkret auch um Verbesserungen vor Ort, zum Beispiel in Städten wie Zürich, wo die Hitzebelastung steigt, der Verkehrsraum umverteilt werden muss und sozial gerechte Klimamassnahmen besonders wichtig sind.

Wir stehen an einem Wendepunkt, und die Klimafonds-Initiative ist ein Instrument, das Weitsicht mit Gerechtigkeit verbindet. Bitte unterstützen Sie sie.

Prelicz-Huber Katharina (G, ZH): Blatten hat es dramatisch gezeigt. Vorher zeigte es sich in Gondo, im Tessin, in Brienz – ich könnte noch weitere Beispiele aufzählen. Der Klimawandel ist in der Schweiz angekommen. Andere Länder sind noch weit drastischer davon betroffen. Die Sahara hat sich massiv ausgeweitet, kein Leben ist dort für Menschen möglich. In Holland ist wegen der Erhöhung des Meeresspiegels schon viel Land weg. Sie kennen vielleicht den holländischen Humor, sie sagen bereits: Besuchen Sie Holland, solange es Holland noch gibt. In Indonesien sind Inseln weg bzw. unter Wasser. Naturkatastrophen werden sich leider häufen. Können wir das verantworten? Oder müssten wir nicht das tun, von dem wir wissen, dass wir es tun müssten, nämlich couragierte Massnahmen gegen eine weitere Klimaerwärmung, gegen den Verlust der Biodiversität ergreifen?

Es sind wir, wir Menschen, die leiden. Die Natur kann sagen: Mir ist es doch egal. Sie überlebt irgendwie. Das zeigt sich auch in Blatten: Es entsteht einfach eine neue Landschaft, vielleicht mit einem See. Dem Menschen aber wird die Lebensgrundlage entzogen, vielleicht stirbt er sogar.

Mit der Klimafonds-Initiative hätten wir eine gute Möglichkeit, um Mittel in Projekte zu investieren, beispielsweise in erneuerbare Energien oder in verbesserte Technologien, um Energie schon gar nicht zu verbrauchen bzw. weniger zu verschleudern, oder in den öffentlichen Verkehr, auch in den Regionen. Der Fonds wäre auch dafür da, den Umbau sozial verträglich zu gestalten, damit die Menschen vor diesem Umbau keine Angst haben müssen. Für die Arbeitnehmenden muss klar sein, dass ihre Existenzsicherung garantiert ist, wenn Jobs aus nicht gesundheitsverträglichen Arbeitsfeldern nicht mehr da sind, dass eine Weiterbildung ermöglicht wird, wenn ihr Job neu ausgestaltet wird oder wegfällt, dass eine Existenzsicherung da sein wird, dass die Lebenshaltungskosten weiterhin tragbar sind. Es ist ja eigentlich absurd, dass biologisches Essen heute teurer ist als





Nationalrat • Sommersession 2025 • Fünfzehnte Sitzung • 19.06.25 • 08h00 • 25.022 Conseil national • Session d'été 2025 • Quinzième séance • 19.06.25 • 08h00 • 25.022

konventionelles Essen, dass es sich also nicht alle leisten können, nachhaltig gut zu leben – das muss doch für alle möglich sein. Hier müssen wir etwas ändern. Es muss billiger sein, nachhaltig zu leben, nachhaltig einzukaufen.

Wir müssen die Zeichen der Zeit erkennen und alles Mögliche tun, um weitere Katastrophen zu verhindern, um die Situation nicht weiter eskalieren zu lassen, alle Gletscher einfach schmelzen zu lassen und zu sagen: Ja, das hat es schon immer gegeben. Wir kennen nun die Folgen. Die Wissenschaft hat es deutlich bestätigt: Die Klimaerwärmung lässt beispielsweise die Gletscher schneller schmelzen, der Grund wackelt, und der Berg kommt runter. Und je wärmer es wird, desto mehr Bergstürze wird es geben; das ist beängstigend.

Aber das Erfreuliche ist, dass wir die Lösungen hätten – auch das ist wissenschaftlich bestätigt. Wir müssen nur endlich handeln. Deshalb Ja zu dieser Klimafonds-Initiative, damit unsere Kinder eine Zukunft haben und auch in den Bergen gesund und sicher sein können.

Golay Roger (V, GE): Une fois n'est pas coutume : l'argumentation résumée du Conseil fédéral, par rapport à cette initiative, me paraît claire et fondée. J'y souscris. En voici, pour mémoire, la teneur simplifiée.

Il est indéniable que des investissements supplémentaires sont nécessaires pour atteindre la neutralité climatique et développer les énergies renouvelables indigènes. L'approche adoptée actuellement, qui consiste en une combinaison de mesures d'encouragement ciblées, de prescriptions et d'instruments économiques, incite suffisamment à réduire les émissions de gaz à effet de serre. A contrario, le fonds climat tel qu'il est proposé présenterait plusieurs risques. Étant donné que le fonds visé par l'initiative serait alimenté uniquement par des contributions fédérales, il pourrait contrevenir au principe du pollueur-payeur inscrit dans le droit de l'environnement. De plus, recourir aux fonds publics dans les proportions demandées pourrait conduire à une utilisation inefficace, voire à un gaspillage des ressources financières, ou même faire concurrence aux investissements privés.

S'ajoutent deux raisons fondamentales pour rejeter cette initiative : premièrement, ses auteurs demandent que les dépenses en lien avec le climat ne soient pas soumises au frein à l'endettement. Ceci n'est tout simplement pas acceptable pour moi, car la plupart des mesures qui seraient pertinentes parmi celles visées par les auteurs de l'initiative doivent trouver leur financement dans le cadre ordinaire des dépenses de la Confédération, faire partie du train de vie des ménages et donc s'intégrer dans la vie ordinaire de ces ménages. Secondement, la Suisse est un État fédéral et il faut donc laisser aux cantons la haute main sur de très nombreuses mesures, ainsi que sur leur financement.

Que la Confédération ait un plan stratégique qui réunisse la Suisse et permette des discussions internationales, je le comprends. Que la Confédération se substitue aux cantons, qui ont des gouvernements, des parlements et des électeurs parfaitement avertis des enjeux climatiques, je ne l'accepte pas. Par ailleurs, actuellement, nous avons la lourde charge de trouver le financement de la 13e rente AVS et celui destiné à augmenter la capacité de défense de notre pays. Ne chargeons donc pas davantage la barque des finances publiques en créant un nouveau fonds pour le climat.

Pour les motifs évoqués, je vous invite à recommander le rejet de cette initiative.

Rosenwasser Anna (S, ZH): Wenn die Forderungen einer Bewegung zu unbequem sind, dann streitet man sich stattdessen lieber über die Protestform. Beim Klima passiert das andauernd. Wir diskutieren seit Jahren über Klimakleberinnen und Klimakleber – beim Smalltalk, in Parlamenten, sogar am Gericht und an jedem erdenklichen Familienfest. Wenn wir über die Protestformen statt über das Problem diskutieren, profitiert der Status quo. Es ist Zeit, dass wir wieder über die Forderungen und Lösungen reden.

Im Fall des Klimas sind es milliardenschwere Ölkonzerne, die davon profitieren, dass wir möglichst langsam vorangehen. Alle anderen verlieren – übrigens auch wir hier drin, die wir zu den privilegiertesten Menschen in diesem Land und auf dieser Welt gehören. Die Klimakrise trifft uns alle, wenn auch unterschiedlich früh und unterschiedlich schwer. Die verletzlichsten Personengruppen sind am frühesten und stärksten betroffen. Auch deshalb ist es wichtig, nicht nur das Minimum gegen die Klimakrise zu unternehmen, sondern das Maximum. Die Klimafonds-Initiative bietet eine sinnvolle Lösung für ein wahnsinnig komplexes Problem. Sie ist sehr viel

AB 2025 N 1208 / BO 2025 N 1208

unaufgeregter und unemotionaler als das, worüber wir die vergangenen Jahre am Familientisch streiten mussten. Die Klimafonds-Initiative ist in meinen Augen so vernünftig, dass sie fast etwas langweilig ist. Sie fordert, dass wir einen Klimafonds anlegen, um öffentliche Investitionen zu ermöglichen. Es ist Geld, mit dem wir Gebäude isolieren, fossilfreie Heizungen einbauen, eine Solaroffensive starten könnten, also dort investieren könnten, wo es nachweislich langfristig am sinnvollsten ist. Diese Investitionen kosten Geld, eine Menge an





Nationalrat • Sommersession 2025 • Fünfzehnte Sitzung • 19.06.25 • 08h00 • 25.022 Conseil national • Session d'été 2025 • Quinzième séance • 19.06.25 • 08h00 • 25.022

Geld, die wirkt, als wäre es viel, bis wir uns klarmachen, was es uns kostet, wenn wir nichts unternehmen. Der Bericht zur langfristigen Klimastrategie der Schweiz sagt: Die Konsequenzen einer ungebremsten globalen Erwärmung kosten die Schweiz bis 2050 ungefähr 4 Prozent ihres Bruttoinlandprodukts. Das heisst, wenn wir nichts tun, kostet uns das jährlich 38 Milliarden Franken.

Die Klimafonds-Initiative ist das Gegenteil von Nichtstun. Sie anerkennt, dass nur hohe öffentliche Investitionen das Schlimmste abwenden können. Wenn wir nicht konsequent gegen die Klimakrise vorgehen, sind unsere Finanzen, unsere Landwirtschaft, unser Hab und Gut mit höchster, gut belegter Wahrscheinlichkeit gefährdet. Selbst wenn Sie Ihr Heu auf einer anderen Bühne haben als ich meines, unser Heu brennt. Wir müssen massive öffentliche Investitionen für den Klimaschutz sprechen, egal ob uns das Wohlergehen von allen oder nur das Wohlergehen von wenigen am Herzen liegt. Ich garantiere Ihnen, die Klimafonds-Initiative ist auch in Ihrem Interesse.

Ich bitte Sie deshalb, die Initiative zur Annahme zu empfehlen.

Wettstein Felix (G, SO): Vorweg meine Interessenbindung: Ich bin Mitglied des Initiativkomitees.

Ich beginne mit der Frage, was der Fokus dieser Initiative ist und was sie von Initiativen und Gesetzesvorhaben unterscheidet, die wir in den letzten Jahren diskutiert haben oder zum Teil noch debattieren. Es handelt sich in erster Linie um eine finanzpolitische Vorlage. So gesehen, Herr Bundesrat Rösti, müsste eigentlich Ihre Kollegin Karin Keller-Sutter hier sitzen.

Die Initiative gibt Antwort auf eine doppelte Frage. Erstens: Wie viele Finanzmittel benötigen wir zur Erreichung der Klimaziele, die wir bereits beschlossen haben, mehrfach, auch mit Volksabstimmungen? Zweitens: Was ist dafür das geeignete finanzpolitische Instrument? Das Entscheidende ist der Begriff "Fonds". Ein Fonds ist das beste und das geeignetste finanzpolitische Instrument zur Realisierung der grossen Investitionen, die unser Land tätigen muss, um die bereits beschlossenen Ziele zu erreichen: einerseits den Ersatz der fossilen Energien – Ziel netto null –, andererseits die Bewältigung der Folgen der unabwendbaren Klimaerhitzung, wozu auch die Verbesserung der Biodiversität gehört. Ohne zusätzliche Finanzmittel werden wir die gesetzten Ziele verfehlen.

Warum ist ein Fonds das richtige Instrument? Weil es sich in erster Linie um Geldbedarf für Investitionen handelt, teilweise für aufwendige Investitionen. Sie zu realisieren, erstreckt sich oft über mehrere Jahre. Darum stösst die übliche Steuerung über Jahresbudget und Jahresrechnungen an ihre Grenzen. Die Regelmässigkeit und strategische Planbarkeit erreichen wir mit Einlagen in den Fonds. Über diese Einlagen wird das Parlament Jahr für Jahr im Rahmen des Voranschlags entscheiden können, und das ist richtig so. Wir kennen das von den beiden bestehenden grossen Infrastrukturfonds, dem BIF und dem NAF: Seit die Schweiz diese Instrumente hat, ist die mittelfristige Planung und Finanzierung der Verkehrsinfrastrukturen viel klarer und stetiger. Das schaffen wir auch bei den Klimamassnahmen, wenn wir wollen.

Zurzeit betragen die Klimaschadenskosten, welche der Schweizer Konsum verursacht, über 40 Milliarden Franken pro Jahr. Diese Zahl leitet sich aus dem Ansatz von 430 Franken pro Tonne CO2 ab, den das Bundesamt für Raumentwicklung als Mindestschädigung errechnet hat. Ein bedeutender Teil dieser Kosten fällt nicht in unserem Land, sondern in den Produktionsländern von importierten Produkten an. Erst recht müssen wir handeln, um das Netto-null-Ziel zu erreichen. Eine Einlage von 4 bis 8 Milliarden Franken pro Jahr ist also keineswegs extrem. Sie rechnet sich volkswirtschaftlich, da wir ein Mehrfaches an Bewältigungskosten vermeiden.

Zur Speisung des Klimafonds müssen wir nicht nur an allgemeine Steuermittel denken, ganz im Gegenteil. Die Schweiz ist immer noch weit davon entfernt, alle Treibhausgase zu bepreisen, und zwar genügend hoch, in der Höhe der Klimaschadenskosten, die sie verursachen. Ich erinnere daran, dass wir auf Treibstoffen, im Unterschied zu den Brennstoffen, immer noch keine CO2-Abgabe haben, auch nicht auf dem Kerosin für den steil wachsenden Flugverkehr. Das sind weitere Quellen für die Speisung des Fonds.

Ein Wort noch zum Thema Schuldenbremse: Die Einlagen in den Klimafonds sollen nicht der Schuldenbremse unterstellt sein, was jetzt verschiedentlich kritisiert wurde. Diese Ausnahme ist jedoch folgerichtig. Die Mittel aus dem Klimafonds dienen Investitionen, von denen wir über Jahre oder Jahrzehnte profitieren. Sie verhindern, wie erwähnt, ein Mehrfaches an Folgekosten. Das ist auch der Unterschied zu den Verkehrsinfrastrukturfonds: Dort bewirken die sinnvollen und erwünschten Investitionen und Ausbauten immer auch zusätzliche laufende Kosten. Ausserdem ist der Klimafonds begrenzt: Wenn wir die nationalen und internationalen Klimaziele erreicht haben, können wir die Einlagen reduzieren, auch das steht in den Übergangsbestimmungen. Beides zusammen rechtfertigt die Ausnahme von der Schuldenbremsenregel, denn zurück bleibt keine Schuld, sondern ein Vielfaches an Gewinn für die Umwelt, die Biodiversität, die Gesundheit, die Lebensqualität.

Bühler Manfred (V, BE): Geschätzter Herr Kollege, Sie bemängeln, dass in der Schweiz noch keine CO2-





Nationalrat • Sommersession 2025 • Fünfzehnte Sitzung • 19.06.25 • 08h00 • 25.022 Conseil national • Session d'été 2025 • Quinzième séance • 19.06.25 • 08h00 • 25.022

Abgabe auf Treibstoffe erhoben wird. Mögen Sie sich daran erinnern, dass die Schweizer Bevölkerung am 13. Juni 2021, vor kaum vier Jahren, mit dem CO2-Gesetz eine solche Abgabe deutlich verworfen hat? Wo bleibt Ihr Demokratieverständnis?

Wettstein Felix (G, SO): Ich wünschte mir, dass Ihre Partei jedes Mal das Demokratieverständnis bemühen würde, wenn sie mit einer Aufgabe nicht einverstanden ist. Das ist das eine. Das andere ist, Sie sprechen eine Gesetzesrevision an, jene des CO2-Gesetzes, die tatsächlich sehr viele Massnahmen enthielt, unter anderem diese. Der Widerstand entzündete sich damals an anderen Themen. Die Niederlage in der Volksabstimmung mit etwa 51 Prozent Nein-Stimmen war vor allem dem Mix der Abstimmungen an diesem Tag geschuldet, der es einfach machte, fünfmal Nein zu sagen, ohne darüber nachzudenken, wogegen man mit Nein stimmt.

Vietze Kris (RL, TG): Ich möchte zuerst ein paar Zahlen einordnen. Die Schweiz ist verantwortlich für 0,1 Prozent des weltweiten CO2-Ausstosses. Mit unseren 33 Megatonnen liegen wir eine Megatonne unter Trinidad und Tobago und gleichauf mit Tunesien. Rumänien stösst doppelt so viel CO2 aus wie wir, und ja, China liegt bei 12 000 Megatonnen – ein Faktor von 363 im Vergleich zur Schweiz.

Die Schweiz wird mit grosser Wahrscheinlichkeit den Klimawandel nicht im Alleingang stoppen. Schon heute engagieren wir uns enorm, um unser selbst gesetztes Ziel von netto null bis 2050 zu erreichen. Bereits heute stellen Bund und Kantone zugunsten von Klima und Biodiversität Gelder im Umfang von jährlich über 3 Milliarden Franken zur Verfügung. Unsere Gesellschaft und Wirtschaft investieren noch viel mehr, und zwar nicht nur, was finanzielle Mittel anbelangt, sondern auch, was das Verhalten betrifft. Wir sind vorbildlich, müsste man meinen, und man müsste meinen, dass das reicht – und eigentlich tut es das auch. Deswegen frage ich mich: Wozu diese Initiative?

Ich glaube, die Initiative verfolgt unabhängig vom Klima zwei andere Ziele.

Erstens, und hier zeigt sich die politische Heimat der Initianten, soll die Verantwortung von den Menschen und den Firmen auf den Staat verschoben werden. Dieser soll dann, ausgestattet mit Unsummen, fördern, dass sich die Balken biegen. Zu Recht weist der Bundesrat in seinem Bericht

AB 2025 N 1209 / BO 2025 N 1209

darauf hin, dass das zu beträchtlichen Mitnahmeeffekten und unwirksamen und unwirtschaftlichen Investitionen führen würde. Aber wahrscheinlich ist genau das das Ziel. Dann kann endlich sauber plangewirtschaftet werden – ein wahres sozialistisches Klimafondsparadies, jährlich mit Milliarden ausgestattet.

Zweitens ist das Ziel auch das Aushebeln der Schuldenbremse. Auch hier zeigt sich die politische Heimat der Initianten. Das sozialistische Klimafondsparadies soll entweder über Schulden oder über höhere Steuern und Abgaben finanziert werden. Wir können also zwischen Pest und Cholera wählen. Immerhin geht es um 4 bis 8 Milliarden Franken jährlich. Würde die Schuldenbremse ausgehebelt, so wäre ein Präzedenzfall geschaffen, der ganz im Sinne der Initianten wäre.

Sie sehen: Hier sollen wieder einmal unter dem Deckmäntelchen des Klimaschutzes ideologische Ziele erreicht werden. Es geht weniger darum, eine sozial gerechte Klima- und Energiepolitik zu machen, als eine sozialistische. Aus guten Gründen sollten wir diesem Vorhaben einen Riegel schieben.

Chollet Clarence (G, NE): Nous débattons aujourd'hui d'une initiative essentielle pour l'avenir de notre pays, pour notre jeunesse et pour la planète. L'initiative "pour un fonds climat" vise à doter la Suisse des moyens nécessaires pour enfin respecter ses engagements en matière de politique climatique et s'adapter aux nouvelles réalités climatiques. Le dérèglement climatique n'est plus une menace abstraite. Il est là, visible, mesurable et parfois violent. Il frappe nos forêts avec des sécheresses extrêmes, accélère la fonte de nos glaciers, il provoque des épisodes météorologiques extrêmes et accélère le rythme des catastrophes naturelles. Il met déjà en péril notre biodiversité, notre agriculture, notre santé et nos infrastructures. Une chose est certaine : si nous continuons de refuser d'agir, le coût de l'inaction sera bien plus important que celui de l'action.

Le Conseil fédéral lui-même annonce dans son rapport "Stratégie climatique à long terme de la Suisse" que les coûts liés aux dommages climatiques pourraient atteindre 4 pour cent du PIB du pays par an d'ici 2050. Cela représente des dizaines de milliards de francs, année après année, si nous n'agissons pas. À l'inverse, le coût estimé des mesures nécessaires pour respecter l'accord de Paris est largement inférieur à celui des dégâts évités. Agir, ce n'est pas une dépense : c'est un investissement. Concrètement, l'initiative "pour un fonds climat" vise à allouer entre 0,5 et 1 pour cent du PIB pour agir dans de nombreux domaines.

J'aimerais m'arrêter sur celui de l'énergie ; domaine où la Suisse est particulièrement en retard. En 2022, seuls 8 pour cent de notre consommation finale d'énergie provenait des nouvelles énergies renouvelables, alors que la moyenne de l'Union européenne dépasse les 20 pour cent. Le fonds climat permettrait de renverser cette





Nationalrat • Sommersession 2025 • Fünfzehnte Sitzung • 19.06.25 • 08h00 • 25.022 Conseil national • Session d'été 2025 • Quinzième séance • 19.06.25 • 08h00 • 25.022

tendance peu flatteuse en soutenant deux axes majeurs de la transition. D'abord, l'efficacité énergétique : cela signifie mieux isoler nos bâtiments et réduire le gaspillage d'énergie, soit réduire notre consommation sans perdre en qualité. Le potentiel est énorme, avec 30 pour cent de réduction de notre consommation d'énergie selon la stratégie énergétique 2050. L'énergie qui n'est pas consommée ne coûte rien, mais la Confédération doit investir pour informer la population sur cette thématique, subventionner les projets et soutenir le déploiement des nouvelles technologies dites intelligentes.

Ensuite, le développement des énergies renouvelables : il s'agit de produire localement, proprement, grâce au solaire, à l'éolien, à la géothermie et à la biomasse. Toutes ces énergies peinent à atteindre leur potentiel maximum, ou même à émerger. On a installé 8 gigawatts de solaire, mais il en faudrait 50, et on a largement le potentiel d'y arriver. L'éolien, lui, représente à peine 0,3 pour cent de notre production électrique, alors que la Confédération vise 7 pour cent du mix électrique d'ici 2050. C'est une occasion de créer de l'emploi dans toute la Suisse, de renforcer notre autonomie énergétique et de sortir progressivement de notre dépendance aux énergies fossiles. Ce n'est pas un luxe, c'est une nécessité.

Pour atteindre nos objectifs, il nous manque aujourd'hui les moyens, les impulsions fortes, les financements à la hauteur de l'urgence. Le fonds climat vient combler cette lacune. Il offre aussi une chance économique, celle de soutenir l'innovation, de renforcer les PME suisses dans les domaines clés de l'énergie et de la construction, de créer des emplois durables. Et c'est une mesure de justice sociale et générationnelle : nous devons garantir aux jeunes, d'aujourd'hui et de demain, le droit fondamental à un climat sain.

Ce que coûte l'action est clair, mais ce que coûte l'inaction l'est plus encore. Ne rien faire ou continuer à agir au compte-gouttes, c'est accepter des catastrophes plus fréquentes, des coûts humains et matériels plus lourds et un avenir plus incertain. Aujourd'hui, nous avons la possibilité de changer cela. Ne ratons pas cette opportunité! Soutenons cette initiative, donnons à la Suisse les moyens d'agir et assumons enfin nos responsabilités.

Storni Bruno (S, TI): Il recente disastroso scoscendimento della montagna al quale abbiamo potuto assistere praticamente in tempo reale, e che ha spinto a valle anche il ghiacciaio, seppellendo il villaggio di Blatten sotto i detriti della montagna, causando una vittima e danni per oltre 300 milioni di franchi, è stato classificato qui in Aula come ricorrente ogni 300 anni. Ma è capitato solo un anno dopo un evento simile, per volume di materiale, che ha visto staccarsi una frana dal Piz Scerscen in Val Roseg, Engadina, in una zona non abitata, ed è stato presto dimenticato.

Secondo il glaciologo Wilfried Haeberli, in alta montagna, crolli da milioni di metri cubi, tra il 1900 e il 1980 ne sono stati contati quattro, quindi uno ogni vent'anni. Tra il 1980 e il 2000 se ne sono contati altri quattro, cioè uno ogni cinque anni. Dal 2000 ce ne sono già stati otto, quindi in media uno ogni tre anni. Negli ultimi due anni uno nel Lötschental e un altro in Val Roseg, sono uno all'anno. Il calcolo è semplice, la frequenza è cresciuta di dieci volte nell'arco di cinquant'anni.

Cinquant'anni è l'età media di chi siede in questo Parlamento, un lasso di tempo che ha visto accelerare fortemente i tracolli delle nostre montagne, in parallelo alle sempre più frequenti condizioni meteo anomale, con piogge estreme, come quella di 250 millimetri in sei ore caduta la sera del 29 giugno 2024 in Alta Vallemaggia, che ha fatto ben otto vittime. Cinquant'anni è un lasso di tempo molto breve a confronto delle ere geologiche che sono state necessarie alla formazione delle Alpi, iniziata 130 milioni di anni fa.

Dal termine dell'ultima glaciazione, 12 000 anni fa, sicuramente qualche scoscendimento è avvenuto. La frequenza è quella che conosciamo, ma adesso, nello spazio di cinquant'anni, o due generazioni, abbiamo un'accelerazione che segue l'aumento della CO2 nell'atmosfera e l'aumento della temperatura media globale; e negli ultimi venticinque anni abbiamo assistito al dimezzamento del permafrost, il cemento che da centinaia di migliaia di anni consolida le nostre montagne. Siamo nel pieno di un'enorme accelerazione dei cambiamenti climatici e conseguenti eventi estremi che potrebbero farsi ancor più estremi. Sappiamo che più sale la temperatura, più il ciclo dell'acqua si fa violento.

L'evoluzione nei prossimi decenni è destinata al rialzo. Di quanto, è difficile a dirsi. Dall'inizio dell'era industriale, in particolare dalla metà del secolo scorso, abbiamo immesso nell'atmosfera 2600 miliardi di tonnellate di
CO2. Sebbene dalla Conferenza di Rio nel 1992 la comunità mondiale si sia accordata per ridurre le emissioni
ogni anno, abbiamo comunque prodotto altri 30 miliardi di tonnellate di CO2. Abbiamo raggiunto il valore più
alto di CO2 nell'atmosfera da 14 milioni di anni; un danno enorme, una pesante ipoteca che altererà le condizioni di vita per diverse generazioni, sempre ammesso che non si superi il punto di non ritorno. Un immenso
debito che lasciamo alle prossime generazioni. Un disastro che dobbiamo cercare di ridurre, defossilizzando il
più presto e velocemente possibile. E questo, lo facciamo investendo massicciamente nell'energia rinnovabile,
nel risanamento termico degli edifici e dell'industria, nella mobilità sostenibile, e nella biodiversità.





Nationalrat • Sommersession 2025 • Fünfzehnte Sitzung • 19.06.25 • 08h00 • 25.022 Conseil national • Session d'été 2025 • Quinzième séance • 19.06.25 • 08h00 • 25.022

Concretamente, l'iniziativa propone la creazione di un fondo di investimento che garantisca un finanziamento e

AB 2025 N 1210 / BO 2025 N 1210

un'attuazione socialmente equi delle misure di protezione del clima e di sicurezza dell'approvvigionamento. Quanto fatto finora non basta. I mezzi finanziari messi in campo sono insufficienti, e non hanno garanzia di continuità. Lo dimostrano le misure di alleggerimento che il Consiglio federale propone e che prevedono tagli alla politica ambientale, relativi in particolare all'abbandono del finanziamento del programma Edifici.

I fondi infrastrutturali per le ferrovie, il traffico d'agglomerato e le strade nazionali hanno dimostrato che la pianificazione e la realizzazione delle infrastrutture si protraggono su diversi anni, e che un finanziamento nell'ambito dei bilanci annuali non è opportuno. Vi chiedo quindi di sostenere l'iniziativa "per una politica energetica e climatica equa".

Vontobel Erich (V, ZH): Wir Schweizerinnen und Schweizer sind zu Recht stolz auf einen Staatshaushalt, der mit Augenmass geführt wird. Die Klimafonds-Initiative verlangt nun, dass der Bund jedes Jahr 0,5 bis 1 Prozent unseres Bruttoinlandproduktes, also all dessen, was wir gemeinsam in einem Jahr erwirtschaften, in einen neuen Sondertopf einzahlt. Das entspricht heute 4 bis 8 Milliarden Franken pro Jahr, 2030 bereits bis zu 9,5 Milliarden Franken. Das Geld soll ausserhalb der Schuldenbremse fliessen, so, als würde man bei einem Lastwagen talwärts die Bremsen aushängen.

Der Bundesrat zeigt klar auf: Der Fonds bläht das Bundesbudget um 5 bis 10 Prozent auf. Langfristig ist das nur mit höheren Steuern oder neuen Schulden zu bezahlen. Jeder fünfte Steuerfranken wäre dann fix für einen einzigen Topf reserviert. Andere Aufgaben wie AHV, Landesverteidigung oder Bildung müssten kürzertreten. Bereits heute investieren wir über 2 Milliarden Franken pro Jahr in Klima-, Energie- und Biodiversitätsprogramme. Dazu kommen marktnahe Instrumente wie die CO2-Abgabe und der Handel mit Verschmutzungsrechten, auch Emissionshandel genannt; dort zahlt der Verursacher direkt für seinen Ausstoss. Die Initiative kehrt dieses Prinzip um. Am Ende müssen wir alle mit unseren Steuergeldern geradestehen.

Auch unsere Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie empfiehlt die Initiative mit 15 zu 8 Stimmen klar zur Ablehnung. Sie warnt davor, dass wir uns verschulden und dass Firmen staatliches Geld abholen würden, obwohl sie viele dieser Investitionen ohnehin geplant hatten. Das hat zur Folge, dass Unternehmen ihr eigenes Geld zurückhalten und stattdessen unsere Steuergelder einsetzen. Analysen sprechen von einem Umverteilungsprojekt. Besonders Menschen mit normalen Einkommen zahlen drauf, denn bevor der Staat Zuschüsse verteilen kann, muss er ihnen das Geld zuerst über Steuern abnehmen. Wo Milliarden locken, wachsen Bürokratien und Lobbynetzwerke, nicht die Effizienz.

Die Vorlage ist auch demokratiepolitisch heikel. Später genügt eine Verordnung, um den Fonds aufzustocken oder umzuschichten. Das Parlament gäbe einen Teil seiner Budgethoheit aus der Hand. Damit würde ein Parallelbudget geschaffen, das kaum kontrolliert werden kann.

Ein Wort zu den Kindern und Enkeln, die man uns gern als moralischen Hebel präsentiert: Genau diese Generation, wie sie heute auch auf der Tribüne vertreten ist, müsste die Schulden von morgen zurückbezahlen. Das sogenannte Emissionsvolumen, also die Summe frisch ausgegebener Bundesanleihen, würde sprunghaft steigen und höhere Zinskosten fressen – Mittel, die wir besser in die Forschung oder Pflege stecken.

Klimaschutz braucht kluge Regeln und Anreize, keine Giesskanne. Wer eine Wärmepumpe oder Solarzellen installiert, soll von tieferen Betriebskosten profitieren, nicht von Subventionen, die die eigenen Steuern erhöhen. Unser bewährter Mix aus Lenkungsabgaben, gezielter Förderung und Innovation wirkt. Lassen wir ihn arbeiten, statt alles mit einem Schuldenmonster zu überfrachten.

Darum bitte ich Sie im Namen eines haushälterischen, freiheitlichen und zukunftsorientierten Landes: Sagen wir Nein zur Klimafonds-Initiative.

Tuosto Brenda (S, VD): Nous débattons aujourd'hui d'un sujet brûlant, le réchauffement climatique. En Suisse, les glaciers fondent deux fois plus vite que dans le reste du monde, le pergélisol se délite, les montagnes se dérobent, et les événements s'enchaînent comme dans un mauvais film catastrophe, avec des éboulements rocheux, des glissements de terrain, des avalanches, des crues éclair, des chutes majeures d'arbres, parfois d'arbres centenaires même, la multiplication des îlots de chaleur dans nos villes et des dégâts pour le tourisme hivernal et pour l'économie alpine – sans parler des écosystèmes fragilisés et, plus loin, de l'élévation du niveau de la mer. À ce rythme, Venise finira sous l'eau pendant que nous continuerons à débattre de prudence budgétaire.

Face à l'urgence, face à l'ampleur de ces défis, le statu quo n'est plus une option. Nous devons accélérer nos politiques climatiques, car l'urgence ne nous attend pas. Ne faisons pas comme la cigale de la fable qui





Nationalrat • Sommersession 2025 • Fünfzehnte Sitzung • 19.06.25 • 08h00 • 25.022 Conseil national • Session d'été 2025 • Quinzième séance • 19.06.25 • 08h00 • 25.022

chantait tout l'été, sans se préoccuper de l'importance de travailler avec rigueur tout l'hiver, ou comme dans la chanson de Mina et Alberto Lupo, "Parole parole". L'heure est à l'action. Ce que montre la longue liste de catastrophes naturelles à laquelle sont confrontées les communes, ce n'est plus une exception, cela devient la norme. Ne cédons pas aux discours que l'on entend parfois – "le climat a toujours varié, la Suisse est trop petite pour qu'on puisse vraiment changer les choses" ou encore "avec les températures de l'Italie, on s'y fera bien". Disons-le clairement, ce sont des excuses pour ne rien faire. Oui, le climat a varié, mais il change très rapidement et l'intensité des évènements n'a jamais causé autant de dégâts. Depuis 2021, ma commune a, par exemple, dû absorber dans son budget plus de 1,6 million de francs pour gérer des événements climatiques extrêmes. En 2021, nous avons été frappés par des inondations fortes liées à la fonte des neiges dans le Jura et les Alpes bernoises. En 2023, la bise noire a ravagé le parc arboricole, causant des dégâts énormes. En 2024, un glissement de terrain consécutif à de fortes pluies a coûté près de 400 000 francs à la commune. Et en 2025, Neuchâtel et Yverdon ont été frappées par de forts vents.

Évidemment, ce fonds climat ne va pas arrêter à lui seul la fonte des glaciers — le phénomène est amorcé depuis l'ère industrielle —, mais ce n'est pas une raison pour ne rien faire. Ce fonds a pour but de limiter l'ampleur des dégâts, de prévenir les effets les plus graves, de préparer notre société à s'adapter, d'avoir une responsabilité internationale sur cette thématique. La Suisse est un pays riche et a des moyens technologiques qu'elle doit mettre en avant. Or, ce que nous propose le Conseil fédéral — le rejet pur et simple de cette initiative sans même un contre-projet ou une proposition —, ce refus de débattre, est incompréhensible.

Certes, cela préoccupe peut-être moins ou peu la majorité des élus de ce Parlement, dont l'espérance de vie restante est sans doute déjà plus courte que la moitié de la mienne, mais, moi, cela m'importe et cela importe aussi aux générations suivantes. Certes, la Confédération consacre presque 2 milliards de francs par année à ces besoins, mais, selon une étude de l'ARE, les coûts externes du trafic routier s'élèvent à plus de 19 milliards de francs par année. Cela n'est pas du tout intégré. Comment alors répondre aux objectifs de neutralité carbone d'ici à 2050 ? Les chiffres sont clairs : selon une étude, il faudrait presque 13 milliards de francs par année. Le fonds climat prévoit de verser entre 0,5 et 1 pour cent du PIB, soit entre 3,9 et 7,8 milliards de francs par année ; un effort nécessaire.

Un fonds climat alimenté durablement est un levier puissant pour accélérer cette transition. C'est le signal clair qu'attendent les cantons, les communes, les entreprises, les citoyennes et les citoyens. Ce fonds ne remplace pas le principe du pollueur-payeur : il donne juste les moyens d'agir et la légitimité de le faire. Face à l'urgence climatique, nous avons le devoir de faire preuve de courage politique. Recommander le rejet de cette initiative sans débat et sans alternative serait tourner le dos à nos responsabilités. Je me permets donc de conclure avec une réplique d'un film bien connu : "Tout ce que nous avons à décider, c'est ce que nous allons faire du temps qui nous est imparti." Ce temps pour le climat, c'est maintenant.

Je vous invite à soutenir cette initiative.

AB 2025 N 1211 / BO 2025 N 1211

Bühler Manfred (V, BE): Chère collègue, comme votre collègue neuchâteloise hier, vous avez introduit l'événement orageux survenu sur les trois lacs dimanche dernier dans votre narratif climatiste. Or, Météo Suisse a dit très clairement qu'il s'agissait d'un orage qui n'était pas du tout hors norme ou particulier. Pourquoi induisez-vous le public en erreur de telle manière?

Tuosto Brenda (S, VD): Il existe quand même, cher collègue – et merci pour la question –, la preuve d'une corrélation directe entre l'intensité des évènements climatiques extrêmes de ces dernières années et le réchauffement climatique qui, avec la fonte des glaciers ou des neiges sur le Jura ou les Alpes bernoises, a un impact direct sur nos communes. Ce sont des évènements liés au réchauffement climatique, ou au dérèglement climatique, et que nous devons prendre en considération. S'il existe bien un cycle naturel d'augmentation des températures, il y a toutefois une intensité que nous devons prendre en considération aujourd'hui. Ces forts vents, les fortes crues ou encore les glissements de terrain sont liés au dérèglement climatique, qui est une conséquence directe de notre activité humaine.

Kälin Irène (G, AG): Wer in den letzten fünf Stunden dieser Debatte mitgezählt hat, hat das Wort Schuldenbremse wohl ebenso oft gehört wie das Wort Klimafonds. Wer die Schuldenbremse nicht als heilige Kuh oder die Seele unserer Finanzpolitik betrachtet, wird in diesem Saal in regelmässigen Abständen daran erinnert, dass es doch nicht gehe, dass wir unseren Kindern einen Schuldenberg hinterlassen. Damit haben die Verfechter und Verfechterinnen der Schuldenbremse durchaus nicht unrecht. Aber für den heutigen Kontext dieser Debatte um einen Klimafonds viel wichtiger ist, dass wir die Generationengerechtigkeit ernst nehmen





Nationalrat • Sommersession 2025 • Fünfzehnte Sitzung • 19.06.25 • 08h00 • 25.022 Conseil national • Session d'été 2025 • Quinzième séance • 19.06.25 • 08h00 • 25.022

und politisch die Weichenstellungen vornehmen, die unseren Kindern eine möglichst gute Zukunft sichern. Denn unsere Kinder sind unsere Zukunft. Wer einfach immer Nein sagt, sei es wegen des Fonds, sei es wegen der Schuldenbremse oder aus noch faktenfreieren Gründen wie dem, dass wir bereits genügend täten, um dem Klimawandel entgegenzuwirken, der verkennt diese Bedeutung dieser Zukunft und stellt sich ihr in den Weg. Im Sinne unserer Kinder ist es richtig, dass wir Mechanismen haben, die uns keine übermässigen Schuldenberge anhäufen lassen. Aber in ihrem Sinne ist es ebenso wichtig, dass wir die grössten Gefahren und Herausforderungen unserer Zeit ernst nehmen und sie weder auf die lange Bank – das wäre dann die Bank unserer Kinder – schieben noch durch unser Nichthandeln Folgeschäden in Kauf nehmen, die dann unsere Kinder teuer bezahlen müssen.

Ich bin vor vielen Jahren in die Politik gegangen, weil ich Ungerechtigkeiten nicht einfach hinnehmen wollte und will. Der Klimawandel ist das Resultat und gleichzeitig auch die Ursache von grossen Ungerechtigkeiten. Und wenn wir ihm nicht Einhalt gebieten, dann wird er zur grössten Ungerechtigkeit unserer Zeit, weil er jene Regionen der Erde schon heute mehr betrifft, die weniger dazu beitragen, und weil er den Menschen wortwörtlich das Wasser unter den Füssen abgräbt und sie hungern lässt oder in die Flucht zwingt. Er bringt Gletscher zum Schmelzen und Berge zum Bröckeln und beraubt damit Menschen ihrer Heimat, und er lässt unsere bunte und vielfältige Natur immer eintöniger und dürrer werden. Er bringt den einen Flut und Regen in Strömen, den anderen Dürre, Hitze und Waldbrände. Er ist damit die Bedrohung an sich – für das Leben unserer Kinder und Enkelkinder.

Das alles adressiert die vorliegende Initiative. Sie will mit einem Fonds dazu beitragen, die gesellschaftlichen, ökologischen und wirtschaftlichen Folgen des Klimawandels zu bewältigen. Damit ist sie eines von vielen Instrumenten, um der grössten Krise unserer Zeit entgegenzutreten und die negativen Folgen und deren Folgekosten zu dämpfen. Deshalb: Ja, es ist richtig, darauf zu achten, dass wir unseren Kindern keinen übermässigen Schuldenberg hinterlassen, wovon wir in der Schweiz zum Glück weit entfernt sind. Noch viel wichtiger im Sinne der Generationengerechtigkeit und für den Erhalt unserer Lebensgrundlagen ist es aber, den Krisen unserer Zeit mit den geeigneten Mitteln entgegenzutreten und die entstehenden Probleme zu lösen. Denn von wenig Schulden alleine können unsere Kinder nicht leben, zumal die Folgekosten der Klimakrise um ein Vielfaches grösser sein werden als die Investitionen, die wir heute tätigen.

Die Klimafonds-Initiative sieht vor, dass wir jedes Jahr zwischen 0,5 und 1 Prozent des Bruttoinlandprodukts in den ökologischen Umbau der Schweiz investieren. Das sind zwischen 3,5 und 7 Milliarden Franken jährlich. Ja, das ist viel Geld. Aber das ist bitter nötig, damit wir schnell die nötigen Veränderungen erzielen, um den Klimawandel und seine Folgen zu bewältigen. Damit nehmen wir nicht nur den Klimawandel und seine Folgen für uns Menschen und unseren Planeten finanzpolitisch ernst, sondern schaffen ein Stück Generationengerechtigkeit.

Nehmen wir heute unsere Verantwortung wahr, sagen wir Ja zum Klimafonds und sagen wir Ja zur Zukunft unserer Kinder.

Rösti Albert, Bundesrat: Die Klimafonds-Initiative wurde am 22. Februar 2024 eingereicht. Der Bundesrat empfiehlt, die Initiative ohne Gegenvorschlag abzulehnen. Ich werde Ihnen gerne die Gründe dazu erläutern. Ich danke für die spannende Debatte über den Klimaschutz. Ich glaube, es wurde von niemandem bestritten, dass sich das Klima verändert und wir uns entsprechend darauf ausrichten müssen, einerseits mit Schutz- oder Bekämpfungsmassnahmen, andererseits mit Anpassungsmassnahmen.

Die Initiative fordert, dass der Bund jährlich 0,5 bis 1 Prozent des Bruttoinlandprodukts in einen Klimafonds einzahlt. Das wären derzeit zwischen 3,9 und 7,7 Milliarden Franken. Diese Mittel sollen unter anderem für die Dekarbonisierung von Verkehr, Gebäuden und Wirtschaft, für den Ausbau erneuerbarer Energien, für den effizienten Energieverbrauch sowie für die Stärkung der Biodiversität eingesetzt werden. Wie der Fonds und die bestehenden Massnahmen zusammenspielen würden, lässt der Initiativtext offen. Die Formulierung der gesetzlichen Grundlagen wird dem Bundesrat und den Räten überlassen. Somit könnte der Bund allenfalls bestehende Ausgaben oder zweckgebundene Erlöse in den Fonds umleiten. Doch selbst in diesem Szenario würde die Umsetzung der Initiative erfordern, dass Bundesmittel in hohem Umfang in den Fonds fliessen müssten. Dies wurde auch von keiner Seite bestritten.

Massnahmen im Klimaschutz und Energiebereich werden bereits stark finanziell unterstützt. Die Schweiz hat sich zum Ziel gesetzt, ihre Treibhausgasemissionen bis zum Jahr 2030 im Vergleich zu 1990 zu halbieren und bis 2050 netto null zu erreichen. Und ja, das ist eine sehr grosse Herausforderung. Mit dem Klima- und Innovationsgesetz, dem revidierten CO2-Gesetz und weiteren Massnahmen haben Bundesrat und Parlament bereits ein umfassendes und breit abgestütztes Klimapaket auf den Weg gebracht. Dieses Paket setzt klare Ziele und sieht umfangreiche finanzielle Mittel vor, insbesondere zur Stärkung der Anreize für die Dekarbonisierung und





Nationalrat • Sommersession 2025 • Fünfzehnte Sitzung • 19.06.25 • 08h00 • 25.022 Conseil national • Session d'été 2025 • Quinzième séance • 19.06.25 • 08h00 • 25.022

für verschiedene Förderinstrumente im Klima- und Energiebereich.

Wir vergessen vielleicht manchmal, dass wir in diesem Bereich sehr aktiv sind. Allein in diesem Jahr wurden vier von Ihnen, vom Parlament, formulierte Gesetze in Kraft und umgesetzt. Es sind Gesetze mit Verordnungen aus meinem Departement: Das Klima- und Innovationsgesetz enthält wichtige Massnahmen zur Innovationsförderung. Wir hoffen, dass wir Schweizer Innovationen auch exportieren können und so die Wirkung letztlich weit grösser ist, als dass sie nur auf die Schweiz begrenzt ist. Dann gibt es das revidierte CO2-Gesetz für die Periode 2025–2030. Es wurde rechtzeitig in Kraft gesetzt, damit die Ziele möglichst erfüllt werden können. Einige haben gesagt, wir seien nicht auf Kurs. Im Rahmen der Gesetzgebung haben wir festgelegt, dass wir einen Drittel im Ausland kompensieren werden. Unser Departement hat die entsprechenden Verträge abgeschlossen und die nötige Basis geschaffen, damit beispielsweise keine Doppelzählung stattfindet. Ich erachte das als sinnvoll, denn Stand heute sind diese Massnahmen im Ausland günstiger zu haben. Die CO2-Wirkung ist dieselbe. Später müssen wir mehr bei uns

AB 2025 N 1212 / BO 2025 N 1212

kompensieren, nämlich dann, wenn die Preise zur Kompensation in der Schweiz gesunken sind. Das ist ein ganz wichtiger Schritt.

Weiter haben wir das Stromversorgungsgesetz in Kraft gesetzt. Auch das war ein wichtiger Schritt. Die Bevölkerung hat es klar angenommen. Einen Teil der Verordnung haben wir per 1. Januar 2025 in Kraft gesetzt. Letztlich folgt die Klimapolitik der Energiepolitik. Wir können nur dekarbonisieren, wenn wir genügend Strom haben. Deshalb ist auch das ein ganz wichtiger Bereich.

Schliesslich haben Sie die Gesetzesänderungen zur Stärkung der Schweizer Kreislaufwirtschaft bzw. die Revision des Umweltschutzgesetzes in Kraft gesetzt, die uns eine bessere Ressourcennutzung ermöglichen. Ich bin schon etwas erstaunt, wenn Herr Nationalrat Glättli - er ist gerade nicht hier - sagt, dass mein Departement nur bremse und nichts tun würde. Ich werde immer unter Druck gesetzt, nicht zu viel zu regulieren - ich bin ja auch dieser Meinung –, aber hier haben wir sehr stark im Interesse des Klimas reguliert. Sie haben das entschieden, und dann ist es meine Pflicht, es auch umzusetzen. Aber so zu tun, als hätten wir nichts getan oder den Klimaschutz in irgendeiner Art verzögert, ist einfach falsch, denn die Massnahmen sind umgesetzt. Der Bund investiert dank diesen Massnahmen aktuell jährlich 2,4 Milliarden Franken direkt in der Schweiz, das sind 600 Millionen Förderfranken aufgrund des in Kraft getretenen CO2-Gesetzes - jawohl, da ist auch das Gebäudeprogramm dabei. Dann haben wir 400 Millionen Franken Investitionen im Rahmen des neuen Klimaund Innovationsgesetzes eingesetzt: 200 Millionen Franken, Sie kennen das, für die Innovationsförderung und 200 Millionen Franken für den Heizungsersatz in Mehrparteiengebäuden. Das macht zusammen 1 Milliarde Franken. Wir haben zudem 100 Millionen Franken für verschiedene Massnahmen aus dem Emissionshandelssystem und 1,3 Milliarden Franken aus dem Netzzuschlagsfonds eingesetzt. Das ergibt alles zusammen 2,4 Milliarden Franken. Wenn wir das Sanierungspaket umsetzen – Herr Nationalrat Wettstein sagte vorhin, eigentlich müsste auch die Vorsteherin des EFD hier sein, da die Finanzen eine grosse Rolle spielen –, zahlen wir jährlich immer noch unverändert 2 Milliarden Franken, das ist nicht zu vernachlässigen. Zu diesen 2 Milliarden Franken kommt über 1 Milliarde Franken für den Schutz der Biodiversität einerseits und für die internationale Klima- und Umweltfinanzierung andererseits. Das heisst, wir sind heute summa summarum bei jährlich 3 Milliarden Franken.

Deshalb bitte ich Sie, hier vorne nicht einfach so zu tun, als würde die Schweiz nichts machen. Die Schweiz ist in diesem Bereich sehr aktiv, ich unterstütze das voll und ganz; wir ziehen das durch, wir brauchen diese Massnahmen, das ist, glaube ich, unbestritten.

Worum ich Sie einfach bitte, auch wenn die Veränderungen im Klimabereich unbestritten sind: Seien Sie vorsichtig mit den Kausalitäten. Es ist so, dass Stand heute die Zunahme von Klimaereignissen im Rückblick statistisch nicht erhärtet ist. Es ist wissenschaftlich unbestritten, dass das Auftauen des Permafrostes zu einer Zunahme von Klimaereignissen führt, und das ist auch logisch. Aber im Rückblick hat nur die Zahl kleinerer Ereignisse zugenommen. Der Eindruck, dass mehr Leute betroffen sind, ist auch richtig, weil mehr Leute in diesen Regionen leben, weil die Bevölkerungszahl zugenommen hat – das einfach zu den Fakten. Dann zur Kausalität: Es ist nicht richtig, bei jedem Bergsturz mit erhobenem Zeigefinger zu sagen: Seht, das ist eben der fehlende Klimaschutz. Das ist gegenüber der Bevölkerung nicht empathisch und in einigen Fällen auch nicht richtig.

Blatten wurde jetzt oft erwähnt. Über die Tragik haben wir gesprochen, ich danke nochmals dem Parlament, dass man hier sehr schnell helfen konnte. Die Wissenschaft sagt heute, wir müssten zuerst genau analysieren, was da passiert ist. Ich glaube auch, dass Permafrost ein Faktor ist; aber man sagt, es seien mehrere Faktoren. Es gibt andere Bergstürze, die nicht auf den Klimawandel zurückzuführen sind.





Nationalrat • Sommersession 2025 • Fünfzehnte Sitzung • 19.06.25 • 08h00 • 25.022 Conseil national • Session d'été 2025 • Quinzième séance • 19.06.25 • 08h00 • 25.022

Dann noch ein letztes Argument: Wenn man sagt, das Ereignis sei auf den Klimawandel zurückzuführen, dann tut man so – auch wenn es in einigen Fällen, bei denen ich das nicht bestreite, stimmt –, als wäre es nicht passiert, wenn man mehr gemacht hätte. Das ist wiederum völlig falsch. Das Klima ändert sich dann, wenn die ganze Welt Massnahmen trifft und dieses 1,5-Grad-Ziel auch wirklich verfolgt. Da sind wir leider nicht auf Kurs. Natürlich müssen wir ein gutes Beispiel sein und vorangehen. Solange aber nicht alle etwas tun, ändern wir mit unseren Massnahmen das Klima nicht, und auch diese neuen Massnahmen ändern es nicht.

Man soll bitte aus Respekt gegenüber der betroffenen Bevölkerung nicht sagen, hätten wir dies und jenes getan, wäre dieser Bergsturz nicht passiert. Das stimmt einfach nicht. Das ist einfach eine falsche Kausalität. Und nochmals: Damit sage ich nicht, dass wir nichts tun müssen, sonst würde ich mit dem Bundesamt für Umwelt nicht all diese Massnahmen auch aus Überzeugung umsetzen. Diese Überzeugung können Sie mir wirklich abkaufen. Aber es ist wichtig, dass wir mehr Strom produzieren, um weniger CO2 auszustossen. Aber mehr Strom ist nicht eine Frage von noch mehr Förderung. Mehr Strom ist eine Frage der Akzeptanz der Technologien, seien es die Erneuerbaren, die vielerorts blockiert sind, seien es neue Technologien – wir kommen ja mit einem Gegenvorschlag zur Blackout-Initiative. Wenn wir diese Botschaft diskutieren, müssen Sie sich an all die Worte erinnern, die Sie hier gesagt haben. Ich hoffe, dass für Sie das Klima wirklich an erster Stelle steht.

Wenn wir das mit den Erneuerbaren machen können, umso besser. Aber dieser Beweis liegt nicht vor. Tagtäglich erlebe ich heute das Gegenteil. Dort habe ich die grössten Sorgen. Da können wir noch so viele Förderbeiträge zur Dekarbonisierung sprechen – wir brauchen eine alternative Energieversorgung, und das ist Strom. Wenn es bei jeder Anlage eine Gegnerschaft gibt, egal, um welche Technologie es geht, dann werden wir es nicht schaffen. Dann schaffen wir das auch nicht mit diesem Fonds. Deshalb bin ich der Meinung, dass das nicht die vordringlichste Massnahme ist, ohne hier die Zielsetzung infrage stellen zu wollen.

Natürlich birgt der Fonds auch finanzpolitische Risiken. Die vorgeschlagenen Klimaausgaben sollen nicht zu den ordentlichen Gesamtausgaben nach Artikel 126 Absatz 2 der Bundesverfassung zählen, die durch die konjunkturbereinigten Einnahmen plafoniert werden. Das bedeutet, dass sich der Bund vorübergehend verschulden könnte. Falls der Klimafonds ausschliesslich über neue Mittel finanziert wird, könnte dies zu einer Neuverschuldung von bis zu 6 Prozent führen. In der aktuellen finanzpolitischen Lage ist das nicht opportun und scheint dem Bundesrat nicht tragbar zu sein.

Ich möchte Ihnen auch sagen, dass sich die Klimapolitik mit diesem Fonds fast ausschliesslich auf Bundesmittel abstützen würde. Ich meine, da haben wir mit dem heutigen Massnahmenmix ein zielführenderes Instrumentarium, das wir konsequent – Sie alle haben es formuliert – weiterführen sollten.

Die Initiative verlangt, die Verantwortung weitgehend auf den Bund zu übertragen. Dadurch könnte das Verursacherprinzip geschwächt werden, da insbesondere Unternehmen, die heute im Emissionshandelssystem sind, weniger Anreize hätten, eigenverantwortlich in klimafreundliche Massnahmen zu investieren.

Wenn ich sage, wir sollten uns auf die bestehenden Massnahmen stützen, dann kann ich Ihnen auch versprechen, dass das CO2-Gesetz für 2030 bis 2040 bei uns aktuell in der Entwicklung ist. Wir werden dem Bundesrat demnächst die Eckwerte vorlegen. Bis Juni 2026 werden Sie ein CO2-Gesetz für 2030 bis 2040, wie es das Klima- und Innovationsgesetz fordert, in der Vernehmlassung haben. Auch hier soll es keine Verzögerung geben. Dann können Sie 2027, in Kenntnis darüber, wo wir stehen, das Gesetz für 2030 bis 2040 aufgrund der Botschaft in aller Offenheit diskutieren und sagen, ob es zusätzliche Massnahmen braucht.

Wir werden gleichzeitig ein Rahmengesetz, gestützt auf eine Motion, die Sie verabschiedet haben, vorlegen. Es geht um die Speicherung in den restlichen, nicht vermeidbaren CO2-Bereichen; es betrifft den Flugbereich, die

AB 2025 N 1213 / BO 2025 N 1213

Zementindustrie, die Landwirtschaft. Hier gibt es das sogenannte Carbon Capture and Storage, die Einlagerung von CO2. Auch hier werden wir rechtzeitig bereit sein, im Bewusstsein, dass wir das vielleicht erst in zehn, fünfzehn Jahren wirklich brauchen. Aber bis eine Pipeline steht, bis wir die nötigen Kapazitäten haben, braucht es einen Vorlauf. Das war der Grund, weshalb ich diese Woche in Norwegen ein Abkommen unterschrieben habe: Wir möchten rechtzeitig die nötigen Kapazitäten haben. Es braucht dazu noch viele Schritte, das ist noch weit weg. Aber wir wollen dabei sein, wenn es darum geht, auch Kapazitäten für die Einlagerung sicherzustellen. Das geschieht aber erst am Schluss. Man muss heute anfangen, damit wir dahin kommen. Heute geht es um die weitere Dekarbonisierung im Bereich Verkehr, im Bereich Gebäude und im Bereich ladustrie. Da meine ich dass wir die netwendigen Massnahmen haben, leb sage aber nicht dass wir überellendert.

Industrie. Da meine ich, dass wir die notwendigen Massnahmen haben. Ich sage aber nicht, dass wir überall auf Kurs seien. Die Herausforderung ist riesig.

Wir haben festgestellt - oder Sie haben festgestellt, das räume ich ein -, dass wir bei den Massnahmen





Nationalrat • Sommersession 2025 • Fünfzehnte Sitzung • 19.06.25 • 08h00 • 25.022 Conseil national • Session d'été 2025 • Quinzième séance • 19.06.25 • 08h00 • 25.022

der Initiative "Vorbild Energie und Klima" des Bundes Verzögerungen haben, denn der Bundesrat will hierzu das Preisschild kennen, bevor er bereit ist, Massnahmen vorzuschlagen. Die ganze Geschichte kostet, und wir können das nicht losgelöst von den finanzpolitischen Gegebenheiten, von den anderen Bedürfnissen im Bereich der AHV, die einen ebenso hohen Stellenwert haben, diskutieren. Deshalb bitte ich um Verständnis dafür.

Ich hoffe, ich konnte Ihnen aufzeigen, dass sehr viele Massnahmen laufen und wir uns jetzt auf diese Massnahmen stützen sollten. Die Massnahmen sind so konzipiert, dass die Bevölkerung mitkommt, dass wir sie mitnehmen können; die Bereitschaft, hier mitzumachen, ist da, sonst hätte es letztes Mal beim CO2-Gesetz ein Referendum gegeben. Wir wollen keine Blockade.

Mit dieser Initiative aber, scheint mir, werden wir es schwer haben. Deshalb schlägt der Bundesrat die Fortführung der jetzt geschilderten Klimapolitik in der Schweiz vor und bittet Sie, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen und ihr auch keinen Gegenvorschlag gegenüberzustellen. Wir stellen einfach fest, dass Lenkungsabgaben ökonomisch und von der Wirkung her zwar durchaus Sinn machen; das hat auch Herr Gaillard in seinem Expertenbericht zur Sanierung der Bundesfinanzen vorgeschlagen. Doch wir haben in verschiedenen Fällen festgestellt, dass Lenkungsabgaben bezüglich der Wirkung so hoch angesetzt werden müssen, dass sie politisch nicht akzeptiert werden – dann haben wir wieder ein Gesetz, das abgelehnt wird, und das bringt uns, glaube ich, nicht weiter.

Deshalb bitte ich Sie, hier nicht zurück auf diesen Pfad zu gehen, der nicht erfolgreich war, also keinen Gegenvorschlag zu beschliessen und den Minderheitsantrag abzulehnen.

Schlatter Marionna (G, ZH): Sehr geehrter Herr Bundesrat Rösti, Sie haben jetzt aufgezählt, wie viel wir für das Klima machen. Nun ist aber klar, und das sagt die Wissenschaft, dass wir mit den heutigen Massnahmen weder unsere Klimaziele erreichen noch unsere internationalen Verpflichtungen einhalten können. Sie haben gesagt, 3 Milliarden Franken würden reichen. Wir geben aber bald jedes Jahr 10 Milliarden oder mehr für die Armee aus. Meine Frage ist: Halten Sie, als unser Klimaminister, das Verhältnis zwischen diesen beiden Töpfen für angemessen?

Rösti Albert, Bundesrat: Als Klimaminister müsste ich wahrscheinlich für diesen Bereich mehr Geld fordern, da gebe ich Ihnen recht. Aber ich bin auch Bundesrat, und als Bundesrat vertrete ich hier die Meinung des Gesamtbundesrates und bin auch dafür zuständig, dass wir für die anderen, ebenso wichtigen Sicherheitsbereiche letztlich genügend Mittel haben. Als Umweltminister muss ich in diesem Bereich mehr Geld fordern, als Verkehrsminister muss ich gleichzeitig mehr für den öffentlichen Verkehr fordern, und als Energieminister muss ich mehr Geld für die Förderungsmassnahmen fordern. Da haben Sie völlig recht. Aber als Bundesrat, der das alles unter einen Hut bringen muss, sage ich Ihnen, dass jährliche Investitionen von über 3 Milliarden Franken in den Bereichen Klima und Biodiversität im Vergleich zu anderen Massnahmen ein sehr hoher Beitrag sind. Sie haben gesagt, die Wissenschaft sage, dass wir im internationalen Vergleich zu wenig tun würden. Wir zahlen aber mehr als den sogenannten fairen Anteil, der berechnet wurde. Wir sind über diesem Anteil. Von daher kann ich als Umweltminister – ich sitze nicht am grünen Tisch – sagen: Ich bin der Auffassung, dass wir im Rahmen unserer Gesamtbedürfnisse eine intensive Gangart an den Tag legen.

Sie wissen auch um die Opposition und die Bremswirkung von verschiedenen Seiten. Wir müssen die Leute mitnehmen. Wir können nicht einfach alles mit Fördergeldern zudecken. Am Schluss ist die Frage, was die Leute machen. Sind sie bereit, auch selbst in Solaranlagen zu investieren? Es braucht Eigenverantwortung, die letztlich diese Mittel auch erhöht.

Candan Hasan (S, LU): Geschätzter Herr Bundesrat, wir haben gestern und heute von dieser Seite sinngemäss vor allem gehört: Wir sind zu klein, wir sind zu unbedeutend. Sind Sie mit mir einig, dass das nicht stimmt, und bestätigen Sie, dass wir ein starkes und einflussreiches Land sind und unsere Massnahmen sehr wohl etwas bringen, um der Klimakrise entgegenzutreten?

Rösti Albert, Bundesrat: Wir sind ein starkes und wirtschaftlich einflussreiches Land, das sagen Sie richtig. Ich glaube, die Schweiz befindet sich, wenn ich richtig orientiert bin, bezüglich des Bruttoinlandprodukts etwa auf Rang 20. Aufgrund der kleinen Fläche sind wir hier also sehr stark, das ist absolut richtig.

Was aber auch richtig ist: Wir können unsere CO2-Massnahmen im Inland sehr rasch auf null reduzieren, und das Klima ändert sich dadurch trotzdem nicht, in keiner Weise; ich glaube, das meinte diese Seite. Die Schweiz kann zwei Sachen machen: Sie kann Vorbild sein, das ist wichtig für die anderen, und motivierend wirken – "da macht ein Staat etwas". Sie kann, da bin ich überzeugt, mit dem Innovationsfonds von 200 Millionen Franken, über diesen Betrag kann man in Zukunft noch diskutieren, Technologien entwickeln, die





Nationalrat • Sommersession 2025 • Fünfzehnte Sitzung • 19.06.25 • 08h00 • 25.022 Conseil national • Session d'été 2025 • Quinzième séance • 19.06.25 • 08h00 • 25.022

dank unserer Exportindustrie international zu einer stärkeren Reduktion führen. Dort haben wir Einfluss. Ich gehöre ja auch zu dieser Seite, deshalb glaube ich zu wissen, was diese meinte. Ich habe in meinem Votum auch zum Ausdruck gebracht, dass es falsch ist, bezüglich eines Ereignisses in der Schweiz den Leuten vorzugaukeln, dass so etwas nicht passiert wäre, wenn wir in der Schweiz mehr CO2 reduziert hätten. Ich glaube, das meinen Sie auch nicht. Das ist falsch. Wenn man diesen Eindruck vermittelt, ist das gegenüber der betroffenen Bevölkerung nicht korrekt. Aber durch Innovationen kann Einfluss ausgeübt werden.

Egger Mike (V, SG), für die Kommission: Wir haben in den letzten fünf Stunden und zwanzig Minuten eine sehr lebhafte Debatte über die Klimafonds-Initiative erlebt. Dabei kamen wir, glaube ich, alle zum Schluss, dass eine intakte Umwelt in der Schweiz für die Gesellschaft, für die Lebensmittelproduktion und für ein gutes Zusammenleben enorm wichtig ist.

Eine Mehrheit hat auch festgestellt, dass die Politik in den letzten Jahren etwas getan hat. Diverse Gesetze sind verabschiedet worden, sei es das Klima- und Innovationsgesetz, sei es das revidierte CO2-Gesetz, sei es das revidierte Energiegesetz oder seien es Gesetzesänderungen zur Stärkung der Schweizer Kreislaufwirtschaft, die von Bundesrat Rösti ebenfalls erwähnt worden sind.

Die Schweiz hat pro Jahr Investitionen im Umfang von 3 Milliarden Schweizerfranken in eine vernünftige Umwelt- und Klimapolitik getätigt. Das ergibt kumuliert auf zehn Jahre doch 30 Milliarden Franken, und das ist nicht einfach nichts. Man kann auch nachweisen, dass die Schweiz entsprechende Fortschritte macht. Von 1990 bis 2023 wurden die Treibhausgasemissionen pro Kopf um 44 Prozent reduziert. Das zeigt, dass die Mehrheit in diesem Saal eine Politik macht, die auf die Zukunft ausgerichtet ist.

AB 2025 N 1214 / BO 2025 N 1214

Von verschiedenen Votanten wurde auch festgehalten, dass die Innovationen nicht unbedingt direkt vom Staat kommen, sondern durch die Wirtschaft angekurbelt werden sollen. Es wurde auch festgestellt, dass diese Initiative, so wie sie jetzt im Raum steht, nicht finanzierbar ist. Muss man 0,5 bis 1 Prozent des BIP investieren, bedeutet das 3,9 bis 7,7 Milliarden Schweizerfranken pro Jahr. Die Mehrheit der Finanzkommission hat zu Recht darauf hingewiesen, dass das auch für zukünftige Generationen Konsequenzen hätte. Deshalb ist diese Initiative gemäss einer Mehrheit auch nicht nachhaltig. Steuererhöhungen wären die Konsequenz, in den Kommissionen war von Erhöhungen bis zu 28 Prozent oder sogar einer erweiterten oder erneuten Mehrwertsteuererhöhung von 2,5 Prozent die Rede – das ginge dann zulasten kommender Generationen, aber auch zulasten der sozial Schwächsten. Deshalb kommt eine Mehrheit zum Schluss, dass diese Initiative auch sozial nicht verträglich ist.

Die Mehrheit der UREK-N bittet Sie deshalb – der Entscheid fiel mit 15 zu 8 Stimmen bei 1 Enthaltung –, diese Initiative entsprechend zur Ablehnung zu empfehlen. Auch die Rückweisung respektive der Gegenvorschlag wurde von der Kommission abgelehnt, nämlich mit 21 zu 1 Stimmen bei 2 Enthaltungen. Ich bitte Sie, der Mehrheit zu folgen.

Bulliard-Marbach Christine (M-E, FR), pour la commission: Pour conclure, j'aimerais encore aborder quelques éléments. Plusieurs collègues ont insisté sur l'importance de la sécurité de la planification. Les partisanes et partisans de l'initiative ont souligné que le fonds climat l'améliorerait. Du point de vue de la majorité de la commission, la création d'un tel fonds constituerait toutefois une rupture radicale avec les instruments actuels de la politique climatique. Cela ne favoriserait pas la sécurité de la planification.

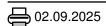
Le peuple et les cantons ont confirmé à plusieurs reprises, par le biais de votations, le cap politique actuel ainsi que les instruments qui y sont associés, conférant ainsi un mandat démocratique. La palette des instruments de la politique climatique peut certes être encore développée aujourd'hui. Elle est déjà actuellement largement diversifiée et offre une flexibilité importante. Le collègue Paganini l'a bien résumé : une politique climatique décentralisée répond aux besoins du terrain et favorise la diversité ainsi que l'innovation. Le fonds climat mettrait en danger cet acquis.

Un autre argument que nous avons entendu concerne les retombées économiques du fonds. Comme ce fonds ne serait pas soumis au frein à l'endettement, les générations futures devraient assurer cette charge financière massive par le biais d'impôts plus élevés ou d'un endettement supplémentaire de la Confédération.

Pour ces raisons et bien d'autres, la majorité de la commission de votre conseil vous recommande de suivre le Conseil fédéral et de rejeter l'initiative pour un fonds climat, et ce, par 15 voix contre 8.

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit







Nationalrat • Sommersession 2025 • Fünfzehnte Sitzung • 19.06.25 • 08h00 • 25.022 Conseil national • Session d'été 2025 • Quinzième séance • 19.06.25 • 08h00 • 25.022

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Wir stimmen über den Rückweisungsantrag der Minderheit Grossen Jürg ab.

Abstimmung – Vote (namentlich – nominatif; 25.022/30877) Für den Antrag der Minderheit ... 11 Stimmen Dagegen ... 175 Stimmen (1 Enthaltung)

Bundesbeschluss über die Volksinitiative "für eine gerechte Energie- und Klimapolitik: Investieren für Wohlstand, Arbeit und Umwelt (Klimafonds-Initiative)"

Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire "pour une politique énergétique et climatique équitable : investir pour la prospérité, le travail et l'environnement (initiative pour un fonds climat)"

Detailberatung - Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1

Proposition de la commission Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Schlatter, Candan Hasan, Clivaz Christophe, Docourt, Masshardt, Pult, Suter, Trede) ... die Initiative anzunehmen.

Art. 2

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Schlatter, Candan Hasan, Clivaz Christophe, Docourt, Masshardt, Pult, Suter, Trede) ... aux cantons d'accepter l'initiative.

Abstimmung - Vote

(namentlich – nominatif; 25.022/30878)

Für den Antrag der Mehrheit ... 120 Stimmen Für den Antrag der Minderheit ... 64 Stimmen

(4 Enthaltungen)

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Da Eintreten obligatorisch ist, findet keine Gesamtabstimmung statt. Das Geschäft geht an den Ständerat.



16/16